

R. P. A. No 413

R. M. P. 3166/Kig. /R. P.

Notification d'appel et de date d'audience

L'an mil neuf cent cinquante-trois, le sept. huitain jour du mois de février

A la requête de Pierre DELFOSSE ^{Adjoint} Greffier du Tribunal de première instance d'Usumbura.

Je soussigné Paulus Ntare Huissier assermenté demeurant à Kigali

Ai donné notification à
1° BUTWATWA, fils de Bucyekabiri et de Nyirangaruye
2° KARAMAGA, " Bakure " Nyirabazana
3° BARAVUGA, " Byumvuhore " Nangwahafi

tous 3 détenus à la prison de Kigali

faisant profession de ---

étant à la prison de Kigali et y parlant à : chacun d'eux-mêmes
de l'appel interjeté par Monsieur le Procureur du Roi du Ruanda-Urundi

par acte du reçu au Greffe le 20 février 1953

du jugement rendu le 6 février 1953 par le Tribunal de Résidence de Kigali

en cause : Ministère Public contre BUTWATWA et consorts préqualifié

Et d'un même contexte, j'ai huissier soussigné, signifié à 1° BUTWATWA - 2° KARAMAGA - 3° BARAVU-
préqualifié la date d'audience devant le Tribunal de première instance d'Usumbura, y seant, siégeant comme juri- GA

diction répressive au degré d'appel, du 21 mars 1953 à KIGALI à
huit heures du matin au local ordinaire de ses audiences, à laquelle la cause sera appelée

Et pour que le notifié n'en ignore, je lui ai, étant et parlant comme ci-dessus, laissé copie de mon présent exploit.

Reçu copie:

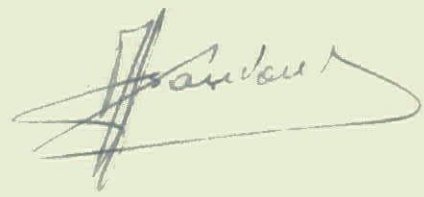
1°

2°

3°

Dont acte : COUT 8 FRANCS.

L'HUISSIER,



Ruhengeri



10055



ORDONNANCE DE CONFIRMATION

suppléant

(Décret du 11 juillet 1923 art. 37)

Le Juge du Tribunal de

Résidence au Ruanda, résidant à Kigali

~~Police de (1)~~

Vu les pièces de l'instruction à charge de BUTWATWA, munyarwanda, préqualifié, détenu à la prison de Kigali

prévenu de Abus de confiance, art. 95 C.P.L.11.

Vu l'ordonnance en date du 27 Octobre 1952.-

autorisant la mise en détention préventive ;

Ouï le Ministère Public en ses réquisitions :

Entendu l'inculpé et son défenseur M. agréée par nous, (2)

Attendu que l'intérêt public exige le maintien de la détention ;

Attendu que les circonstances graves et exceptionnelles qui ont motivé le mandat d'arrêt subsistent;(3)

Vu l'article 37 du décret du 11 juillet 1923 :

Confirmons pour un mois notre ordonnance en date du 11 novembre 1952.

xx x o x o x o x c 38 a r p r e d i c t d e c r e t , o r d o n n o n s q u e l i n c o u p s e r a h e a x o x o x , c x o x e x o x o x o x r x o x e x a x o x o x x
x o o x s o t r a x c x o a n d r o s x o c e x o x e x o x e x c s x o x x x

Fait à Kigali le 11 décembre 1952.-

suppléent

Le Juge du Tribunal de

Résidence de u Ruanda, résidant à Kigali

~~Bookorder~~

D. VAUTHIER.-

W. Van Dine

- (1) Le Juge de Police n'a compétence que dans le cas de l'article 35, 1 et 2.
- (2) Dresser acte des observations et moyens de l'inculpé ou de son conseil ;
- (3) A mentionner seulement dans les cas prévus à l'alinéa final des articles 33 et 34 et spécifier les circonstances graves et exceptionnelles qui justifient la confirmation de l'ordonnance autorisant la détention préventive.
- (4) A maintenir ou à supprimer suivant le cas.

OBSERVATIONS: L'ordonnance ne peut être confirmée qu'une seule fois dans les cas prévus à l'article du décret.



ORDONNANCE DE CONFIRMATION

su pléant

(Décret du 11 juillet 1923 art. 37)

Le Juge du Tribunal de

Résidence de u Ruanda, résidant à Kigali

~~Police de~~

Vu les pièces de l'instruction à charge de BUTWATWA, munyarwanda, préqualifié
détenu à la prison de Kigali

prévenu de Abus de confiance, art. 95; C.P.L. 11.

Vu l'ordonnance en date du 27 Octobre 1952.-

autorisant la mise en détention préventive;

Où le Ministère Public en ses réquisitions;

Entendu l'inculpé et son défenseur M. agréée par
 nous. (2)

Attendu que l'intérêt public exige le maintien de la détention;

Attendu que les circonstances graves et exceptionnelles qui ont motivé le mandat d'arrêt subsistent;(3)

Vu l'article 37 du décret du 11 juillet 1923;

Confirmons pour un mois notre ordonnance en date du 27 Octobre 1952.-

~~et vu l'article 38 du présent décret, ordonnons que l'inculpé sera néanmoins, sur sa demande, mis en liberté~~
~~provisoire aux conditions précédemment imposées. (4)~~

Fait à Kigali le 11 novembre 1952.-

suppléant

Le Juge du Tribunal de

Résidence de u Ruanda, résidant à Kigali

~~Police de~~

PRUD'HOMME.-

(1) Le Juge de Police n'a compétence que dans le cas de l'article 35, 1 et 2.

(2) Dresser acte des observations et moyens de l'inculpé ou de son conseil;

(3) A mentionner seulement dans les cas prévus à l'alinéa final des articles 33 et 34 et spécifier les circonstances graves et exceptionnelles qui justifient la confirmation de l'ordonnance autorisant la détention préventive.

(4) A maintenir ou à supprimer suivant le cas.

OBSERVATIONS: L'ordonnance ne peut être confirmée qu'une seule fois dans les cas prévus à l'article du décret.

ORDONNANCE DE MISE EN DÉTENTION

N.A.

RMP. 3166/S

L'an mil neuf cent cinquante deux le vingt septième jour du
mois de Octobre suppléant

Par devant Nous PREUD'HOMME Juge de Tribunal de Résidence de u Ruanda, résident à Kigali
~~Juge du Tribunal de Police de~~ a comparu le nommé BUTWATWA, munyaarwanda,
préqualifié, détenu à la prison de Kigali

L'Officier du Ministère Public près le Tribunal de Résidence de u Ruanda, résident à Kigali
a exposé qu'une instruction du chef de Abus de confiance, art. 95
C.P.PL.11.

était ouverte à charge du comparant, qu'il existe contre lui des indices sérieux de culpabilité que le fait paraît
constituer une infraction à l'égard de laquelle la loi commine une peine de S.P. de plus de six mois
que des circonstances graves et exceptionnelles exigent son incarcération et que cette mesure est impérieusement
réclamée par l'intérêt de la sécurité publique et des nécessités de l'instruction.

Et a requis la mise en détention préventive de l'inculpé.

Le comparant expose.

L'an mil neuf cent cinquante deux le vingt septième jour du
mois de Octobre suppléant

Nous PREUD'HOMME Juge du Tribunal de Résidence de u Ruanda, résident à Kigali
~~Juge de Police de~~

Attendu que le nommé BUTWATWA
est prévenu de abus de confiance
et fait l'objet d'une instruction judiciaire au Parquet de Kigali

Attendu que l'infraction est punissable de plus de six mois de S.P.
qu'il existe contre lui des indices sérieux de culpabilité

Que des circonstances graves et exceptionnelles exigent son incarcération et que cette mesure est impérieusement
réclamée par l'intérêt de la sécurité publique et les nécessités de l'instruction.

Vu la réquisition du Ministère Public tendant à placer le prévenu en détention préventive.

Vu les articles 33 et 34 du code de procédure pénale.

Ordonnons que le nommé BUTWATWA
soit conduit et détenu à la prison de Kigali

Notifié au prévenu le 195 ...

Le Juge. - suppléant

PREUD'HOMME.-



N.A.

Signalement :

3166/s

MANDAT D'ARRET

(Décret du 11 juillet 1923).

Taille.....

Cheveux.....

Sourcils.....

Yeux.....

Front.....

Nez.....

Bouche.....

Menton.....

Barbe.....

Figure.....

Signes particuliers :

PRO JUSTITIA

(Tribunal

Nous, Officier du Ministère public près le

de

~~XXXXXXX~~

1^{re} Instance du Ruanda-Urundi, résidant à Kigali

Vu les pièces de la procédure instruite à charge de

BUTWATWA, munyarwanda, muhutu, fils de Bucy-kabiri (av) et de Nyira-ngaruye (av) originaire de la colline Kigezi, chefferie Bwishaza, territoire de Kisenyi, résidant au Centre de négoce de Rubengera, même chefferie, capita-vendeur au service du sieur Houdart.-

prévenu de Abus de confiance

infraction prévue par l'art. 95 C.P.L.11.

Attendu que (1) le prévenu est en aveux (ou) il existe des indices sérieux de culpabilité, et qu'il est passible d'une peine de plus de six mois de S. P. P.

Vu l'article 32 du décret du 11 juillet 1923 :

Mandons et ordonnons que le susdit BUTWATWA, préqualifié

soit arrêté et conduit à la maison centrale de Kigali

Requérons tous agents de la Force Publique auxquels le présent mandat sera exhibé de prêter main-forte pour son exécution, à l'effet de quoi nous avons signé le présent mandat.

Fait à Kigali, le 22 Octobre 195 2

L'Officier du Ministère Public.

CH. SACRE.-



(1) Indiquer les circonstances et indices graves qui justifient le mandat d'arrêt.

(2) Indiquer le lieu de détention.

ATTENDU toutelois qu'il résulte des déclarations de BARAVUGA, boy
trouvant dans le magasin qu'il était venu chercher des pots de terre
des enfants de celui-ci, qu'un homme dont il voit déjà les mains était
l'autre côté du mur tandis que dans le magasin MUYATVA comptait patiemment
que BARAVUGA ayant demandé si on perdait une porte dans le mur, MUYATVA répondit que cela ne se perd
pas et révéla que le travail était l'oeuvre de son serviteur BARAVUGA après qu'il se décida
à acheter le silence de BARAVUGA en lui remettant séance tenante une somme de 600 francs prélevée
de sa caisse, après avoir porté les pots de terre, BARAVUGA revint au magasin acheter, une lampe
torche et en allant vit BARAVUGA sortir de l'annexe ce qui confirmait les dires de MUYATVA
quant au rôle joué par KARAVUGA;
ATTENDU que la version d'un vol stampe donnée par BARAVUGA est corro-
borée par de nombreux éléments;
qu'il tout d'abord les marchandises manquantes correspondantes à des
ventes normales et n'ont pas disparu en quantités importantes de certaines espèces comme c'est été
le cas s'il y avait eu vol;
qu'ensuite le magasin ne présentait pas le désordre que n'aurait pas
manqué de produire un voleur éventuel opérant nuitamment;
que dans l'annexe furent trouvés les débris du crapsin du magasin ce
qui ne s'explique que par le souci de faire écarter l'hypothèse d'un trou pratiqué de l'intérieur
du magasin, souci que seul BARAVUGA pouvait avoir;
que le trou ne permettrait pas le passage en raison de leur dimensions
de sept caisses manquantes à l'inventaire et prétendument non vendus de sorte que en lieu MUYATVA
a détourné ces marchandises ou bien les a vendues malgré ses dires et en a détourné le prix;
que le contrôle de la salle contenant les recettes, effectué d'après
le livre de caisse, n'a pas fait apparaître de non facturé et dont seul MUYATVA possédait les clés, permet de constater
qu'elle devait contenir 9.864,60 francs et contenait en fait encore 5.974,10 francs ce qui conduirait à
la conclusion inadmissible parce qu'invraisemblable que dans l'hypothèse d'un vol, son auteur aurait
eu sur lui précédemment une c et permettant d'ouvrir la salle et se serait contenté de voler une partie
seulement de son contenu;
ATTENDU que les nommes KANYAMBE, MUYATVA et MUYATVA qui d'après
c'était le cas, n'auraient pas manqué de constater l'existence d'un trou dans le mur, déclarant formel-
lement qu'ils n'ont pas pénétré dans le magasin;
ATTENDU enfin que MUYATVA n'est pas à son dernier déficitaire; qu'il
reconnait en effet avoir en un montant de 15.000 francs quand il était capitaine vendeur au service
du sieur LUYER et un autre de 7.000 francs en juillet 1952 qu'il n'aurait le magasin du sieur
BOYATVA et stampe un vol pour masquer son déficit;
ATTENDU qu'il résulte de ce qui précède qu'il n'est pas douteux que
BOYATVA que ce déficit constitue environ 80% du chiffre d'affaires
global de 20.000 francs; qu'un mandat d'arrêt a été délivré en conséquence et qu'il a une dette de 10.000 francs à l'égard du père du chef BRUYATVA ce qui laisse pré-
sumer que le prévenu menait un train de vie dépassant de loin ses ressources normales;
ATTENDU qu'il est à KARAVUGA que sa culpabilité est établie à suffisance
par les déclarations de BARAVUGA qui concordent avec le fait que KARAVUGA et MUYATVA admettent que
KARAVUGA se trouvait dans l'annexe prétendument pour vendre de la bière, au moment indiqué par BARAVUGA-
MUYATVA comme étant celui où le trou fut percé dans le mur séparant l'annexe du magasin;
ATTENDU que les faits susénoncés sont constitutifs à charge de MUYATVA
d'une faute de confiance, infraction prévue et punie par l'article 95 du Code pénal, Livre II, de KARAVUGA
et de MUYATVA de dégradation matérielle de biens immeubles appartenant à autrui, en l'espèce, le
mur du magasin appartenant au sieur MUYATVA, infraction prévue et sanctionnée par les articles 110
et 112 du Code pénal, Livre II, exécutée par KARAVUGA et commise par MUYATVA par provocation directe
suivant un des modes prévus par l'article 21 du Code pénal, Livre I, à charge de BARAVUGA, de recel
d'une somme de 600 francs provenant des fonds détournés par MUYATVA, infraction prévue et sanction-
née par l'article 101 du Code pénal, Livre II;

ATTENDU qu'il n'est à KARAVAGA qu'on ignore tout des circonstances de son intervention, de la récompense qui lui fut promise mais qu'il est certain qu'il a agi à l'instigation de BUTWATWA son maître et donc peut être par complaisance, sans profit personnel; que par suite il convient de prononcer à son égard une peine modérée;

ATTENDU qu'il échet de donner main levée de la saisie pratiquée sur une lampe torche, un cadenas avec clef et les documents comptables présentés par le préjudicié, ces choses n'ayant servi qu'à conviction;

P A R M O T I F

VU les articles 5-7-8-9-16-17 et 20 et 21-23 du Code pénal, Livre I;

VU les articles 95-101-110 et 112 du Code pénal, Livre II;

VU le décret du 11 juillet 1923 formant avec les décrets modificatifs le Code de Procédure pénale; le décret du 10 janvier 1940 formant le Code pénal de la Colonie rendu exécutoire au Ruanda Urundi par ordonnance du 16 mai 1940; le décret du 11 juillet 1940 sur la réorganisation judiciaire au Ruanda Urundi;

STATUE EN CONSEQUENCE

CONDAMNE les deux infractions telles que libellées aux deux préventions établies dans le chef du prévenu BUTWATWA et en conséquence le condamne de ces chefs à DEUX ANS de prison pour la première infraction et à SIX MOIS de servitude pénale du chef de la seconde infraction;

PASSE À LA SUITE le conseil de ces peines soit condamne BUTWATWA à une peine de DEUX ANS de servitude pénale;

CONDAMNE l'infraction telle que libellée à la prévention établie dans le chef du prévenu KARAVAGA et en conséquence le condamne de ce chef à TROIS MOIS de servitude pénale;

CONDAMNE l'infraction de recel telle que libellée à la prévention établie dans le chef du prévenu BARAVUGA et en conséquence le condamne de ce chef à TROIS MOIS de servitude pénale;

LES CONDAMNE BUTWATWA à 1/2 et KARAVAGA et BARAVUGA à 1/4 chacune des frais de l'instance taxés en totalité à la somme de QUATRE CENT QUATRE VINGT CINQ FRANCS, soit BUTWATWA à DEUX CENT QUARANTE DEUX FRANCS 50 et KARAVAGA et BARAVUGA chacun à CENT VINGT UN FRANCS 25, somme réduite pour chacun d'eux à SOIXANTE CINQ FRANCS;

FIXE à SEPT JOURS la durée de la contrainte par corps à subir par chacun d'eux en cas de non paiement dans le délai légal;

DONNE main levée de la saisie pratiquée sur une lampe torche, un cadenas avec clef et des documents comptables, ces choses étant inscrites au R.O.L. du Greffe sous le n° 166/Gr;

AINSI jugé et prononcé à l'audience publique du 6 février 1940 cinquante trois à Kigali à laquelle siégeaient Messieurs:

ARTHUR LESTRADA,
CHARLES SACRE,
VICTOR ROUARD,

JUGE SUPPLÉANT,
OFFICIER DU MINISTÈRE PUBLIC,
GREFFIER,

LE GREFFIER,

LE JUGE SUPPLÉANT,

V. ROUARD,

A. LESTRADA.